

EDITO

JUIN 2014

LES AUTISTES ET LA VOIX DE LA RUE !

18 Mars, 20 Mars, 5 Mai : 3 dates marquantes dans l'actualité sociale :

- 18 mars, manifestation CGT, FO, Public, Privé contre le Pacte de Responsabilité qui sanctuarise 50 Milliards de cadeaux au Patronat, sans contre partie, ni vérification.
- 20 mars, 25% de grévistes pour défendre l'emploi, les missions, les salaires à la DGFIP.
- 15 mai 20% de grévistes à la DGFIP et 250 000 fonctionnaires en lutte à l'appel de tous les syndicats (sauf la CGC) pour le dégel du point d'indice et la défense du statut.

Ce « cri du peuple », pour honorer Jules Vallès, n'est pas encore un hurlement mais il est bien réel, face visible d'un mécontentement largement majoritaire chez les salariés !

Ces luttes ont en commun le refus de faire payer aux salariés, fonctionnaires, agents des finances, la politique d'austérité inefficace depuis trente ans dans toute l'Europe.

Ces luttes ont en commun la défense de l'emploi, de la Protection Sociale mais aussi la mise en avant de propositions alternatives.

Les réponses gouvernementales et de l'ex Directeur Général Bruno Bézard, parti sous des cieux plus lucratifs, ont été sèches et claires : « circulez, il n'y a rien à négocier » .

Ce mépris affiché pour toute forme de dialogue social qui ne soit pas un acte d'allégeance à l'austérité, a conduit notre section CGT 69 à refuser de siéger au COMITE TECHNIQUE du 20 MAI !

Geste politique fort mais sans incidence sur la gestion des personnels impactés par la création de Lyon Métropole dont nous défendrons les droits (CAPL) et conditions de travail (CHSCT).

LE MEPRIS, CA SUFFIT ! II FAUT AUSSI PARFOIS L'AFFIRMER AU NIVEAU DES INSTANCES LOCALES !

La politique autiste du gouvernement et de François HOLLANDE, dans les pas de SARKOZY, engendre résignation, colère mais aussi désintérêt pour le travail, la démocratie, et les valeurs de solidarité !

Les conséquences politiques ont été RAPIDES, et DANGEREUSES : 58% d'abstention aux élections européennes et 25 % de vote FN !

L'entêtement, les mensonges, les promesses non tenues de ceux qui nous gouvernent, enfoncent toujours plus le pays dans les crises !

LA CGT CONTINUERA SANS RELACHE SON COMBAT D'EXPLICATIONS, DE MOBILISATION POUR QUE NOS CRIS S'IMPOSENT AUX AUSTERITAIRES ET POPULISTES DE TOUS BORDS !



- Duerp : quel intérêt pour les agents ?
- Uni-e-s contre l'extrême droite
- Villeurbanne, clé d'accès !
- Caluire, manque d'agents !
- Régime indemnitaire
- A lire

« La CGT agit contre les discriminations de toutes sortes, le racisme, la xénophobie et toutes les exclusions » Préambule des statuts de la CGT

LE DOCUMENT UNIQUE (DUERP) : QUEL INTERET POUR LES AGENTS ? QU'EN PENSE LA CGT ?

Le Ministère en accord avec le CHSCT Ministériel préconise sans équivoque la mise en œuvre d'une démarche fondée sur trois principes fondateurs :

- 1 - associer les agents,
- 2 - s'appuyer sur un groupe de travail,
- 3 - agir et informer.

Le ministère rappelle avec insistance l'obligation de résultat de l'employeur en matière de préventions des risques. Elle est illustrée par plusieurs exemples de jurisprudence.

LE DUERP DE LA DRFIP DU RHONE PRESENTE EN CT ET EN CHSCT

Depuis plusieurs années, les notes de la DRFIP pour la mise à jour du Document Unique sont de plus en plus complètes et s'appuient sur ces principes. La mise à jour 2014 s'est faite en conformité avec le nouveau calendrier ministériel décalé pour prendre en compte le retard de nombreuses directions. Pour la DRFIP du Rhône, les conséquences sont une seconde saisie des risques (perçue légitimement comme une perte de temps) et l'utilisation d'un logiciel de saisie largement inférieur à l'application développée localement.

Cette année, le nombre de risques recensés a fortement augmenté particulièrement les lignes concernant les **Risques Psychosociaux (RPS)**. Les lignes concernant les risques les plus graves (A et B) sont moins nombreuses.

Une partie des agents a légitimement manifesté une attitude de rejet ou de désintérêt lors des

L'ANALYSE DE LA CGT

Cette mise à jour n'échappe pas aux critiques formulées dans le passé, en particulier sur la faiblesse des descriptions des situations d'exposition. En conséquence, l'analyse des risques n'est pas aisée voire impossible. Cela conduit à l'élaboration d'un PAP insuffisant et peu pertinent.

Les points positifs sont la volonté de prendre en compte les obligations réglementaires ; de mettre en œuvre de mesures de prévention ; d'inclure la démarche de prévention dans le fonctionnement de tous les services, y compris lors du dialogue de gestion, etc...

Les points sur lesquels notre analyse est (très) critique et qui doivent évoluer :

- la qualité de la description des situations d'exposition,
- l'analyse des risques à partir des situations réelles de travail,
- des mesures de prévention malheureusement limitées (principalement des interventions techniques simples et des formations),
- la majorité des mesures de prévention est financée sur le budget du CHS.

Si la démarche affichée correspond à celle portée par la CGT (nationalement et localement), nous n'observons pas une amélioration des

précédentes mise à jour. **L'absence de suites concrètes après le recensement et l'évaluation des risques en est la principale raison.** Pourquoi reformuler ce qui a déjà été dit ? Rien ne change, etc...

La DRFIP tente de corriger ces faiblesses. Le **Plan Annuel de Prévention 2014 (PAP)** est la transcription écrite de l'ensemble de mesures de prévention que le Directeur s'engage à mettre en œuvre pour réduire les risques auxquels les agents sont exposés. L'ambition affichée est la mise en œuvre concrète de mesures de prévention. Il est centré sur 4 thèmes :

1. la prévention des RPS,
2. le risque prioritaire retenu dans chaque service,
3. les risques intolérables,
4. les risques les plus accidentogènes.

conditions de vie et de travail des personnels.

La CGT constate encore que l'absence de moyen (matériel et humain) conséquence de la politique d'austérité budgétaire est un frein réel à la mise en place de mesures concrètes.

Il faut en conséquence renforcer :

- la formation à la démarche de prévention à tous les niveaux de la DGFIP, y compris par son intégration dès les formations initiales des agents,
- l'association de tous les agents, y compris celle des chefs de services dont les risques n'apparaissent toujours pas dans le DU,
- le soutien et la formation de la hiérarchie intermédiaire afin qu'elle soit porteuse de la démarche de prévention. Le DU n'est pas une charge de travail supplémentaire pour le chef de service, mais bien un moyen d'amélioration de conditions de travail de tous,
- les moyens des directions.

En conclusion, les mesures de prévention annoncées auront un effet limité sur la prévention des risques. La DRFiP et la DGFIP affichent des ambitions qui malheureusement dépassent rarement le stade de la déclaration d'intention.

La CGT porte une démarche de prévention construite à partir de l'analyse des situations réelles de travail et de l'organisation dans les services. Si cela était fait, les premières mesures de prévention seraient inévitablement des créations d'emplois, du temps pour la formation et des outils fonctionnels.

Le jour où de telles mesures seront inscrites par un directeur dans le PAP n'est pas près d'arriver. L'implication de tous est indispensable pour réaliser une mise à jour pertinente des DUERP. **Par contre, seule l'action collective et la lutte nous permettront d'obtenir les moyens nécessaires pour améliorer nos conditions de travail et de prévenir les risques.**

A lire, le compte rendu du comité de coordination du DUERP du 12 mai 2014 lors duquel l'administration choisit une fois de plus de répondre aux problèmes par une démarche de régression des droits des agents sur leur santé au travail. Ainsi, elle valide notre analyse !

<http://www.financespubliques.cgt.fr/spip.php?article12296>

PLUS QUE JAMAIS « UNI-E-S CONTRE L'EXTRÊME DROITE » CGT - FSU - SOLIDAIRES - UNEF - UNL - FIDL

Nos organisations syndicales n'ont pas attendu le résultat des élections européennes de dimanche pour mesurer le danger de l'extrême droite pour les salarié-es. Nous sommes en effet engagé-es depuis plusieurs mois dans une campagne commune intersyndicale contre l'extrême droite, ses idées, ses pratiques.

Le résultat des élections européennes confirme la poussée de l'extrême droite, qui se nourrit de la désespérance sociale et du rejet des politiques des gouvernements successifs au service du patronat.

L'élection de ces 24 député-es fait écho aux résultats des dernières élections municipales ; l'extrême droite dispose désormais de plus de 1400 conseiller-es municipaux et gère une quinzaine de mairies, ce qui lui permet de distiller son idéologie nationaliste, xénophobe et anti-sociale, et d'étendre son influence.

Face à l'imposture sociale de cette mouvance politique, il est plus que jamais nécessaire de s'organiser syndicalement, construire les mobilisations, lutter en partant des revendications des salarié-es, faire progresser la démocratie et gagner de nouveaux droits et conquêtes sociales !

Le travail de nos organisations, engagé sur le long terme dans le cadre de la campagne intersyndicale « Uni-es contre l'extrême droite », trouve tout à la

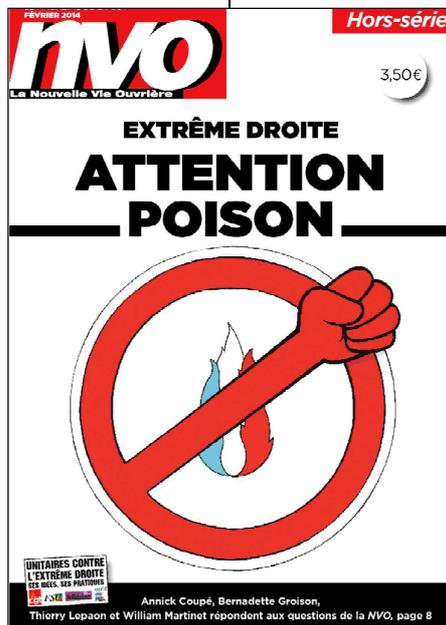
fois sa légitimité et les marques d'une responsabilité singulière dans le mouvement de transformation sociale. Une contre-offensive concrète de terrain, dans les lycées, les universités, les entreprises, les services publics, dans tous les territoires, est indispensable !

La poussée de l'extrême droite et des partis xénophobes est également très forte à l'échelle européenne dans différents pays (Danemark, Grèce, Autriche, Italie, Grande Bretagne, Hongrie...). Nos organisations sont porteuses d'une vision progressiste qui dépasse le cadre de nos frontières et promeut une Europe solidaire et sociale, rompant avec le modèle économique capitaliste. Nous travaillons à renforcer les liens entre organisations européennes, sous diverses formes, avec échanges, débats, actions

coordonnées contre la montée des idées et des pratiques d'extrême droite.

Devant l'ampleur de cette crise politique et démocratique et les risques qui pèsent sur les populations les plus fragiles, nos organisations appellent toutes les forces qui agissent pour la transformation sociale à se fédérer dans l'unité la plus large. Nous appelons à organiser les ripostes et défenses intersyndicales.

Nous continuerons ainsi à lutter pour que le vivre ensemble et l'égalité restent les valeurs qui animent et conduisent notre société.



Villeurbanne : La nuit, le site est sécurisé par des rideaux métalliques. Seul celui de l'accès de service s'ouvre de l'extérieur, avec une clef confiée seulement à quelques agents. Il arrive régulièrement que ce rideau soit fermé bien au delà de 7h du matin, heure à partir de laquelle l'accès est possible.

Le problème est périodique. **Certains agents sont donc contraints d'attendre qu'un des collègues ayant la clef arrive** ou qu'un autre, entré par le parking, le voit et lui ouvre une autre porte, juste à coté et munie d'un digicode qui ne fonctionne plus.

A ce problème évoqué plusieurs fois, les responsables du site répondent que les agents qui ont la clef s'engagent (implicitement) à arriver à 7h et à ouvrir le rideau métallique.

C'est n'importe quoi !

Il faut garantir l'accès des locaux à tous les agents. La solution est bien sur la réparation du digicode. D'ici là, l'ouverture à 7h doit être organisée par les responsables du site.

Caluire : Toujours moins de personnels et toujours plus fort au SIP Lyon 4 – Caluire !

Aux postes vacants en recouvrement (-5) depuis plusieurs années qui ne cessent de poser des problèmes : tenue de la caisse, poursuites non faites etc...; s'ajoutent de nouvelles absences de longue durée côté filière fiscale. Suite à l'absence des 2 collègues du courrier, le responsable du SIP Lyon 4 Caluire a donné la priorité à cette tâche au détriment de la saisie des déclarations, considérée pourtant comme prioritaire par notre ex directeur général, Bruno Bézard ! Lors de sa visite, le DRFIP avait indiqué donner la priorité à l'accueil !

De quoi en perdre son latin !

Une fois de plus le manque de personnel se fait durement ressentir. L'encadrement prend des mesures d'urgence avec une vision à court terme sans tenir compte des incidences sur le décalage du calendrier des missions. En septembre les contribuables qui n'auront pas reçu d'avis d'imposition vont solliciter les services, etc... Cela engendrera une nouvelle dégradation des conditions de travail et un stress plus important.

La section demande que les postes vacants soient immédiatement pourvus et que des renforts soient affectés en fonction des besoins.

CTR du 20 mai - Annonces DG Régime indemnitaire

La CGT a porté depuis plusieurs mois les revendications des personnels pour une revalorisation et une harmonisation par le haut des régimes indemnitaires. Après les premières réponses faites lors du GT de synthèse, ce CTR était lourds d'enjeux. Le Directeur général a rappelé l'engagement de la DGFIP à ce qu'il n'y ait aucun perdant à l'issue de nos discussions.

Pour la CGT ces annonces sont à apprécier et à mettre à l'actif des arguments que nous portons avec fermeté depuis plusieurs GT et de l'action des personnels.

A L'ARNAQUE "Le programme du Front National enfin décrypté"

Ce livre en montre tous les dangers.

De quoi Marine est-elle le prénom ? Sans doute d'une ultime ruse de l'extrême-droite pour prendre le pouvoir par les urnes.

Tel est le constat à l'issue d'une enquête minutieuse, d'un travail objectif et fouillé, d'une étude détaillée des propositions du FN. C'est la "traduction" simple, conforme à l'esprit et à la lettre des textes, entretiens et publications frontistes.

Yves Azéroual et Najwa El Haïté ont demandé l'avis des plus éminents économistes, chercheurs, politologues, hommes politiques et juristes de notre pays sur l'ensemble des propositions du programme du Front national. Cet ouvrage présente les propositions du FN très peu connues du grand public en y apportant une analyse sur leur faisabilité.

L'analyse point par point du programme du FN révèle que la quasi totalité de ses propositions sont tout simplement irréalisables.



Lyon, le 3 juin 2014

Syndicat CGT Finances Publiques Rhône : - 165 rue Garibaldi 69003 Lyon - 04 78 63 32 29 – permanence le jeudi après midi local syndical

Web : <http://www.financespubliques.cgt.fr/69/> - e.m@il : cgt.drifip69@dgfip.finances.gouv.fr

Syndicat National CGT Finances Publiques :-Case 450 ou 451 - 263, rue de Paris 93514 MONTREUIL CEDEX -

Web : <http://www.financespubliques.cgt.fr/spip/> - e.m@il : dgfip@cgt.fr - cgt@dgfip.finances.gouv.fr